

Décision individuelle

N° DI – 2026 – 009

Pétitionnaire : REVELLE Régis - ATV

N° SIRET : 40278903600025

Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

Localisation : RD 559 dite route de La Gineste

La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire ;

Vu la délibération n° CA 2020-02.04 du 25/02/2020 actualisant la grille de redevance pour les prises de vue ;

Vu la décision individuelle autorisant la manifestation,

Considérant la demande formulée le 2 janvier 2026 par la société ATV, représentée par Régis Réveillé ;

Considérant la demande formulée le 5 janvier 2026 par la société HBG France (Hélicoptères de France) représentée par Silvère TOYON-POPE ;

Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial en vue d'une retransmission télévisée ;

Considérant que les survols pour réaliser des images télévisuelles, filmées ou photographiques ne peuvent être autorisés par le directeur de l'établissement public qu'à titre exceptionnel ;

Considérant que l'Etablissement public doit prévenir les impacts directs et indirects sur les patrimoines compris dans le cœur du parc par un encadrement des activités en promouvant des pratiques respectueuses du milieu naturel ;

Considérant la phénologie de l'avifaune rupestre notamment les espèces aigle de Bonelli, faucon Pèlerin et Grand- Duc d'Europe ;

Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire - Nature de la demande

La société ATV représentée par REVELLE Régis (N° Siret : 40278903600025), est autorisée à réaliser des prises de vues aériennes, dans le cœur du Parc national des Calanques, le 1 février 2026 entre 15h30 et 16h30, pour la retransmission télévisée d'une étape du Grand Prix cycliste « *La Marseillaise* » se déroulant sur la RD 559 dite route de la Gineste.

La séquence sera une prise de vue des cyclistes montant le col.

Article 2 : Moyens techniques

Le survol sera effectué par un hélicoptère bi-turbine de type AS 355 N opéré par la société HBG France

représentée par Silvère TOYON-POPE.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. le survol des espaces terrestres des crêtes et vallons de la Zone de Protection Spéciale « Falaises de Vaufrèges », ainsi que de la zone définie par l'arrêté préfectoral portant conservation du biotope de la « Muraille de Chine », **est interdit** ;
2. le survol des falaises littorales ou de l'espace cœur marin, **est interdit** ;
3. l'hélicoptère devra respecter une **hauteur minimale de vol de 800m (2624.7FT)**, à la verticale du tracé de la course, sans vol stationnaire, sans demi-tour et en un seul passage ;
4. la descente de la Gineste vers Luminy **se fera par le vallon Ricard** et **la sortie par le Redon** : le vol stationnaire sur cette portion **est interdit** ;
5. l'atterrissage sur le parcours de vol **est interdit** ;
6. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, notamment l'interdiction de fumer ;
7. aucune dérogation aux règles d'accès, de circulation et de stationnement ne sera accordée ;
8. tout aménagement, défrichement, cueillette de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel est interdit ;
9. tout piétinement, stationnement, dépose de matériel sur la végétation est interdit ;
10. les installations nécessaires aux prises de vues ne doivent en aucun cas entraver l'accès pédestre au site ;
11. l'équipe de tournage évacuera en dehors du cœur du Parc ses déchets et les jettera dans les conteneurs adaptés ;
12. les prises de vues devront être réalisées avec des moyens techniques individuels et portatifs. **Aucun drone ne pourra être utilisé** ;
13. le pétitionnaire s'engage à véhiculer un message vertueux sur les enjeux de préservation du Parc national et à inciter au respect de la réglementation ;
14. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du reportage faisant l'objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
15. il devra être mentionné sur l'œuvre finale « **tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale** » ;
16. le pétitionnaire devra fournir à l'Etablissement public du Parc national, pour archivage administratif, une copie de l'œuvre finale exploitant les prises de vues et de sons réalisées en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 1 février 2026.

Article 5 : Redevance

La présente décision est subordonnée au paiement d'une redevance (Catégorie de décor A et E).

Article 6 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires, notamment l'accord préalable des propriétaires.

Article 9 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr) et notifiée.

À Marseille, le 15 janvier 2026

Le Directeur Adjoint

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.